

changé, les circonstances ne sont plus du tout les mêmes. Un changement notable s'est opéré en Angleterre au sujet des relations des colonies avec la mère-patrie.—Les Etats-Unis sont devenus une grande puissance guerrière, nos relations commerciales avec cette république sont sérieusement menacées et tout citoyen de l'Amérique Britannique doit aujourd'hui résoudre d'une manière pratique le problème suivant : "comment agir dans les nouvelles relations que nous allons contracter ? Devons-nous continuer une lutte séparée ou nous unir cordialement pour étendre notre commerce, développer les ressources de notre pays et défendre notre territoire ?" Mais il y a plus : depuis la dernière session un grand nombre des membres ici présents ont eu des renseignements tout nouveaux sur les provinces maritimes. Nous avons visité et examiné ces pays, nous nous sommes mis en rapport avec leurs habitants et nous avons trouvé en eux une population intelligente habituée à une vie active et frugale ;—nous avons étudié leur administration publique et cet examen a été satisfaisant ;—nous avons discuté avec leurs hommes d'état un plan d'union et nous n'avons constaté aucune difficulté insurmontable à ce projet dont l'application ne demande aucun retard. Nous n'avions jamais examiné la question au point de vue d'où nous pouvons la juger aujourd'hui, et, si la chambre veut bien me le permettre je crois pouvoir lui soumettre des arguments inattaquables, établissant que l'union de toute l'Amérique anglaise doit être acceptée promptement et sans nulle répugnance par toutes les provinces. (Applaudissements.) M. l'ORATEUR, la première raison pour laquelle je suis en faveur de l'union des colonies anglaises de l'Amérique est que cette union fera de plusieurs colonies dont l'attitude isolée est peu imposante, un grand peuple, une forte nation. (Applaudissements.) Les populations réunies du Canada, de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick, de Terre-neuve et de l'Ile du Prince Edouard forment un total de près de quatre millions d'âmes. Sur les quarante-huit royaumes qui composent l'Europe, onze seulement ont une population plus considérable que celle de ces colonies réunies (Ecoutez !) ; de ces derniers, trois ont des populations si peu supérieures à la nôtre qu'avant le prochain recensement, en 1871, notre population sera égale à celle du neuvième royaume d'Europe.

(Ecoutez !) En 1864, les revenus publics des provinces unies se sont élevés à \$13,260,000 et leurs dépenses à \$12,507,000. Ces chiffres peuvent sembler forts, néanmoins les taxes de l'Amérique Britannique,—en supposant même que nos charges actuelles ne diminuent pas,—et, à mon avis, cette réduction est assurée,—seront, par tête, de un tiers de moins que celle de l'Angleterre et de la France. Il n'y a, en Europe, que cinq ou six pays où la taxe individuelle soit moindre que la nôtre, et ce ne sont que des principautés sans importance et où la civilisation est peu avancée. (Ecoutez !) Les importations et exportations des provinces unies formaient, en 1863, les totaux suivants :

Importations	\$70,600,963
Exportations	66,846,604
Commerce total	\$137,447,567

Je désirerais, M. l'ORATEUR, rappeler à mes honorables auditeurs le fait qu'en 1793, c'est-à-dire, plusieurs années après que les Américains eurent conquis leur indépendance et formé un gouvernement à eux, le chiffre de leurs importations et exportations ne s'élevait pas au tiers du nôtre en ce moment. (Applaudissements.) En Europe même, on trouve peu d'Etats, même parmi ceux qui ont une population plus considérable que celle de ces provinces qui peuvent se vanter d'avoir un commerce aussi considérable que le nôtre, (Ecoutez !) Quant à nos ressources agricoles, je trouve que le gouvernement de nos colonies a concédé à des particuliers l'énorme quantité de 45,638,851 acres, dont 13,128,229 seulement sont en culture, et 32,510,625 acres restent à défricher. Ces quarante-cinq millions d'acres sont tous des terres choisies, la plupart, l'ayant été dans les premiers temps de la colonie ; c'est pourquoi, si nos produits agricoles sont si considérables aujourd'hui que ne seront-ils pas lorsqu'il y aura trente-deux millions d'acres de plus en culture ? Que ne seront-ils pas lorsque les immenses étendues de terres possédées aujourd'hui par le gouvernement seront peuplées de courageux colons ? (Ecoutez !) La valeur des produits agricoles de l'Amérique Britannique du Nord s'élève, d'après le recensement de 1861, à \$120,000,000 :—en ajoutant à ce chiffre les produits des jardins et les travaux faits par les colons sur les terres nouvelles, il sera facile de porter à \$160,000,000, la valeur des produits réels de notre agriculture, (Ecoutez !